

Oyem/Santé

# Les élus locaux s'unissent pour des actions de proximité contre le VIH/Sida

Alexis NDONG SIMA

Oyem/Gabon

L'HÔTEL de Ville d'Oyem a abrité, il y a quelques jours, la cérémonie de lancement officiel de l'Association des conseils locaux du Woleu-Ntem contre le VIH-Sida (ACL-WN/Sida), en présence du secrétaire général de préfecture, Cyprien Meboune M'Esso, représentant le gouverneur de province, du directeur régional de santé nord (DRSN), Charlemagne Ebe Nguema, des chefs de quartiers et, naturellement, des élus locaux des conseils municipaux et départementaux de la province. Ce lancement fait suite à deux précédentes réunions, tenues les 28 avril et 8 mai 2017, à la faveur desquelles les conseils locaux avaient échangé leurs vues sur les ravages que cause la pandémie du VIH/Sida dans la province, avec une prévalence de 7,2%, la plus élevée du Gabon, selon les derniers chiffres de 2015. Les maires et présidents des conseils départementaux, en leur qualité d'élus locaux vivant au quotidien avec les populations qui les ont élus, et ne pouvant rester indifférents devant une telle situation préoccupante, se sont alors accordés sur la mise en place d'une association, l'ACL-WN/Sida. A travers celle-ci, ils comptent unir leurs efforts dans la lutte contre le virus meurtrier. L'Association des conseils du Woleu-Ntem contre le VIH -Sida, selon ses initia-



Photo : ANS



Photo : ANS

Le DRSN, Charlemagne Ebe Nguema, présentant la situation du VIH/Sida dans la province. Photo de droite : Au nom du gouverneur, le secrétaire général de préfecture, Cyprien Meboune M'Esso, a félicité les élus locaux pour leur initiative.

teurs, a pour objectif de participer à la lutte contre la pandémie dans la province par des campagnes de sensibilisation et toutes autres actions pouvant contribuer à l'inversion de la tendance actuelle. L'ACL-MN/Sida se compose de membres des conseils locaux de la province, sans exclusive, dont l'acte d'adhésion fait l'objet d'une délibération de chaque conseil. Elle compte aussi dans ses rangs des membres d'honneur qui sont des personnes physiques ou morales et qui, par leur influence et leurs actions, font autorité dans la lutte contre le VIH-sida. Et des membres bienfaiteurs qui sont des personnes physiques ou morales qui rendent des services à l'association, contribuant ainsi à l'atteinte de ses objectifs. S'exprimant à cette occasion, le directeur régional de santé nord (DRSN), Charlemagne Ebe Nguema, s'est d'abord réjoui de



Photo : ANS

Les membres de l'ACL-WN/Sida au sortir de leurs travaux.

l'heureuse initiative prise par les élus locaux de créer cette dynamique. Il a ensuite brossé la situation de la pandémie à partir des chiffres fournis par le Centre de traitement ambulatoire (CTA) d'Oyem. Des données, pour le moins alarmantes, et qui font du VIH/Sida la première cause de décès dans le Woleu-Ntem. Une situation due au fait que la province sanitaire nord représente une zone

géostratégique de par ses trois frontières (Gabon, Cameroun et Guinée Equatoriale) drainant un flux migratoire important. De ce fait, elle mérite une attention particulière des plus hautes autorités de la pyramide sanitaire, en vue du renforcement des activités préventives, curatives et promotionnelles dans les départements sanitaires de la région. « Votre association vient à point nommé et va nous per-

mettre de mettre en place des stratégies pour lutter contre cette maladie (...). », a donc déclaré le DRSN. **CAMPAGNES SPORADIQUES** • Président de ladite association et édile de la ville d'Oyem, Vincent Essono Mengue a expliqué les raisons de ce regroupement des élus locaux : « Nous avons décidé de nous unir au sein d'une association, car unis, nous sommes plus forts dans ce combat difficile, oui, mais nous pouvons le gagner. Parce qu'il y a des pays qui étaient très infectés par cette maladie et qui, grâce au combat qu'ils ont organisé avec méthode, persévérance et efficacité dans l'action, sont descendus à des prévalences beaucoup plus raisonnables. Pourquoi les autres ont réussi et pas nous ? Nous pensons que notre action sera efficace et nous pourrions certainement bénéficier de l'appui multiforme des organismes tant nationaux qu'internationaux. Mais aussi du gouverne-

ment de la République », a lancé le maire d'Oyem, peu avant la signature des actes fondateurs de l'ACL-WN/Sida. Tout comme le DRSN, le représentant du gouverneur a félicité les présidents des conseils locaux de la province pour leur initiative. En effet, a dit Cyprien Meboune M'Esso, « l'importance du sujet qui vous préoccupe est non seulement un problème social, mais également un souci de préoccupation nationale. Votre engagement à vous mettre aux côtés de l'Etat arrive à propos. La province du Woleu-Ntem, jadis ancrée dans ses traditions, ne saurait continuer de garder cette place de premier dans le classement de la prévalence du VIH/Sida. Il était temps de prendre ce problème à bras-le-corps par des actions de proximité que vous seuls, élus locaux, pouvez mettre en œuvre. Il était temps que les conseils locaux emboîtent le pas de l'Etat. Encore une fois, au regard des chiffres que les spécialistes de la santé viennent de nous annoncer, chiffres tout aussi alarmants qu'inquiétants, je voudrais vous réitérer toutes mes félicitations et encouragements, et vous exhorte à véritablement prendre le taureau par les cornes. Votre action de proximité, j'en suis sûr, sera bien plus porteuse que les campagnes sporadiques venues de Libreville, car c'est vous qui vivez au quotidien avec vos populations. Vous trouverez pour vos administrés des mots justes pour éveiller les consciences des uns et des autres. »

## Bitam/Initiative privée

### Pas un pas sans " Gaboma Telecom "



Photo : SSB

Le promoteur de "Gaboma Telecom", Andrix Minlamo-Ollomo.



Photo : SSB

L'un des six points de vente de téléphones du jeune opérateur économique.



Photo : SSB

Le patron de l'entreprise (extrême droite) et ses collaborateurs, au sortir de la dernière fête du Travail.

SSB  
Bitam/Gabon

D'un au départ, en 2015, la petite entreprise de vente de téléphones portables, propriété d'un jeune originaire du chef-lieu du Ntem, Andrix Minlamo-Ollomo, dispose aujourd'hui de six points de vente. Lentement mais sûrement, la structure s'impose dans la localité. Elle emploie une vingtaine

de personnes et contribue, de ce fait, à la résorption du chômage dans la commune de Bitam.

**ANDRIX** Minlamo-Ollomo fait partie, assurément, des rares jeunes de Bitam à avoir compris que la réussite est au bout de l'effort. En effet, lorsqu'il crée, en 2015, sa petite entreprise de vente de téléphones portables, peu nombreux sont ceux qui

lui prédisent un bel avenir dans les affaires. Mais deux ans après, tout le monde constate que ce qui apparaissait, au départ, comme un feu de paille, a fini par grandir, au point que le jeune homme dispose, aujourd'hui, de six points de ventes de téléphones, estampillés "Gaboma Telecom", du nom de sa structure. Ainsi que d'une vingtaine de collaborateurs qui nourrissent leurs familles grâce à cette

activité. Mais le natif de Bitam ne compte pas en rester là. Il nourrit actuellement le projet d'ouvrir un magasin plus achalandé, avec des produits haut de gamme en rapport avec l'informatique et l'audiovisuel. Histoire d'être en phase avec les mutations technologiques en perpétuelle évolution. Andrix Minlamo-Ollomo constitue, de ce fait, un modèle de détermination,

de courage et de persévérance dont devraient s'inspirer les autres jeunes de la contrée, afin d'échapper au monde de la délinquance, de la barbarie et de tous les autres maux qui minent aujourd'hui le département du Ntem. Il fait aussi partie de ces promoteurs nationaux qui devraient s'attendre à quelques encouragements de la part des pouvoirs publics. Notamment à travers l'octroi de

microcrédits qui leur permettraient de développer leurs activités, et donc d'employer plus de compatriotes. Contribuant ainsi à la résorption du chômage, à la lutte contre la pauvreté et l'exode des populations de l'arrière-pays. Des défis qui ne sauraient être relevés par l'Etat tout seul, surtout en cette période de forte récession économique.